

L'AGRICULTURE

dossier



»

Une multitude de toits plats cernent l'Hôtel du Vieux-Québec comme autant de jardins potentiels. Photo: Urbainculteurs

BAINÉ OU L'ART DE FAIRE SORTIR LES LÉGUMES DU BÉTON

VALÉRIE LEVÉE

AU troisième étage de l'**Hôtel du Vieux-Québec**, un client cherche sa chambre. Il longe l'étroit corridor vitré et découvre avec stupeur une petite terrasse enclavée foisonnant d'une luxuriante végétation. Le nid de verdure contraste vertement sur le décor urbain alentour. Les clients sont tout sourires. Les employés aussi, car ils bénéficieront des légumes de ce potager. Ce carré de verdure perché sur la vieille ville est l'une des multiples facettes de l'agriculture urbaine. Des jardiniers urbains, individuellement ou au sein d'organismes communautaires, explorent et exploitent les moindres recoins ensoleillés pour faire pousser fruits et légumes. Chacun à sa façon redessine et colorie la ville.

L'agriculture urbaine sous toutes ses formes

Au début du XX^e siècle, les ruraux qui quittent la campagne pour s'installer en ville s'adonnaient à quelques activités agricoles sur des petits lopins de terre attenants au logis. Ils pratiquaient déjà l'agriculture urbaine. Mais l'urbanisation dévoreuse de terres a englouti ces jardins de ville et le savoir-faire agricole s'est évanoui au fil des générations alors que poussaient les supermarchés. Menacée de disparition, l'agriculture urbaine subsistait dans quelques cours arrière. Dans les années 1970, grâce au programme de jardins communautaires instauré par la **Ville de Montréal**, l'agriculture urbaine se réveilla... avant de s'endormir à nouveau, fautes de places dans les jardins. Mais depuis quelques années, elle connaît un second réveil, exploratoire et imaginatif, qui lui confère un visage multiple.

Parallèlement aux jardins communautaires se développent maintenant les jardins collectifs. Ils naissent sous l'impulsion de quelques personnes qui se regroupent, négocient avec un propriétaire et cultivent ensemble des friches, des bords de voies ferrées, des cours d'école ou d'église et parfois même quelques lots dans un jardin communautaire. « Ils ont émergé un peu partout au Québec par l'intermédiaire des organismes qui œuvrent pour la sécurité alimentaire, la réinsertion sociale, l'intégration des immigrants... » déclare **Wen Rolland**, responsable des communications du **Regroupement des jardins collectifs du Qué-**

bec (RJQC). Dans les années 1990, la culture en bac s'est développée, permettant de transformer les toitures en potagers. « Les gens sont très créatifs et explorent toutes les options », confirme Wen Rolland.

En fait, la culture en bac n'est pas l'apanage des jardins collectifs. Elle a ouvert à l'agriculture urbaine de nouveaux horizons cultivables dont se sont prévalus des organismes, des entrepreneurs privés et des particuliers. Grâce aux bacs, les terrains contaminés, les toitures, les balcons, les stationnements, les escaliers, les moindres espaces ont désormais le potentiel de produire de la verdure. Et inversement aux toits verts, il n'est pas nécessaire de renforcer la structure pour supporter le poids des bacs et de leur contenu. C'est la solution facile pour qui n'a pas accès à un jardin communautaire ou ne dispose pas d'un petit terrain chez lui.

À Québec, les **Urbainculteurs** ont ainsi couvert le toit de la **Maison de Lauberivière** de 700 bacs pour produire fruits et légumes au bénéfice de la maison d'accueil. Ils utilisent le bac Biotop développé par **Agriculture et Agroalimentaire Canada** ainsi que des sacs en toile géotextile. Les bacs Biotop sont bien plus que des récipients de plastique remplis de terre. Ils contiennent un mélange de compost et de mycorhizes pour maximiser la croissance des plantes. En dessous, les racines plongent dans de la vermiculite, et une réserve d'eau et un système d'irrigation assurent une humidité constante. Quant aux sacs géotextiles, ils sont disponibles en divers formats, de 5 à 500 gallons. Moins dispendieux que les bacs, ils prennent en outre peu de place pour l'entreposage hivernal.

Les Urbainculteurs ne se contentent pas d'exploiter le toit de Lauberivière. Leur mission est d'encourager l'agriculture urbaine sous toutes ses formes en dispensant conseils et en vendant bacs, sacs et plants. « Avec des systèmes hors-sol, on peut transformer les espaces minéralisés en espaces cultivables, sans oublier d'utiliser la verticalité, les murs, les escaliers avec des tablettes, des crochets, des treillis », suggère **Marie Eisenmann**, cofondatrice de l'organisme.

Le propriétaire de l'**Hôtel du Vieux-Québec** a mordu à l'hameçon. La terrasse du troisième étage et le toit ont été métamorphosés en potager. Dans les 150 bacs et 30 sacs poussent tomates, poivrons, fines herbes...



⋈
Le propriétaire de l'**Hôtel du Vieux-Québec** a fait installer un jardin sur la terrasse du troisième étage et sur le toit de l'édifice. Le toit est couvert de cailloux blancs pour réduire l'absorption de la chaleur. Les plantes poussent en bacs Biotop et en sacs de toile géotextile. Photo: Urbainculteurs

>>

À Saint-Jérôme, le jardin collectif est cultivé à côté de bâtiments industriels. En partenariat avec les services de santé, il participe à un programme d'hortithérapie pour aider les personnes souffrant de troubles mentaux.

Photo: Wen Rolland



>>

Vue du jardin de la terrasse de l'Hôtel du Vieux-Québec. Sur le treillis de gauche poussent des concombres.

Photo: Urbainculteurs

Des concombres s'épanouissent sur un treillis tandis que les abeilles virevoltent autour de la ruche. Quelques restaurateurs passent aussi à l'acte et installent des bacs pour agrémenter leurs terrasses et cultiver leurs fines herbes. « Ça sert aussi de démonstration auprès des clients et sème une graine dans leur tête », explique Marie Eisenmann qui espère que les particuliers emboîtent le pas.

À Montréal, le projet **Des jardins sur les toits** fait fleurir les potagers aux quatre coins de la ville. C'est sous son égide que le **Santropol Roulant** fait pousser les légumes à l'**Université McGill** pour fournir des repas aux aînés esseulés. C'est à son initiative qu'est né le **CRAPAUD** à l'**UQAM** dont la mission est de contrer l'omniprésence du béton et l'uniformité du gazon par des aménagements paysagers plus diversifiés, plus sains et comestibles. Le projet multiplie les expériences dans les HLM, les écoles, les résidences pour aînés.

L'agriculture urbaine montréalaise bénéficie aussi de l'expérience des immigrants asiatiques ou européens qui entretiennent des jardinets pour s'approvisionner en produits de chez eux et conserver leur culture. « Ils font des miracles sur un mètre carré et réussissent à faire pousser des figues et des abricots! » s'exclame **Josée Belleau**, agente de développement du comité Nourrir Montréal à la **Conférence régionale des élus de Montréal**.

L'expérience agricole montréalaise devrait se diversifier encore davantage avec le projet de serres urbaines de l'arrondissement Saint-Laurent.

L'agriculture urbaine, nourricière, sociale et environnementale

Lubie passagère ou nostalgie de la terre, qu'est-ce qui incite les citoyens à retrouver leurs manches pour faire pousser quelques fruits et légumes?

Une motivation partagée par bon nombre d'agriculteurs de la ville est la sécurité alimentaire, car la pauvreté est une réalité de nos grandes villes. En 2009, les Urbainculteurs ont produit une tonne de fruits et de légumes sur 2 500 pieds carrés! De quoi alimenter la cuisine de la Maison de Lauberivière. La capacité productive des potagers de toiture est loin d'être marginale, et pour les organismes et les personnes qui en bénéficient, c'est vraiment une contribution à leur sécurité alimentaire. « Même dans les banlieues aisées, il existe des poches de pauvreté, des personnes à faible revenu qui ne peuvent pas se procurer une alimentation saine ou qui n'ont pas de voiture et sont physiquement éloignées des supermarchés », explique Josée Belleau. L'agriculture urbaine vient élargir l'offre alimentaire à ces personnes.

Au-delà de la quantité, la sécurité alimentaire c'est aussi la qualité. S'approvisionner en fruits et légumes frais exempts de pesticides devient une préoccupation grandissante au sein de la population. « L'agriculture biologique, c'est dans la nature même du mouvement, il y a la volonté de manger des aliments sains et d'augmenter la biodiversité des cultures », affirme Wen Rolland.

Enfin, l'agriculture urbaine contribue à la sécurité alimentaire en restituant au citoyen la capacité de produire sa nourriture. L'urbanisation a en effet conduit à une séparation des espaces de production et de consommation. Dans la sphère urbaine, le citoyen consommateur ne sait plus d'où viennent les aliments ni même comment les faire pousser. C'est dans cette optique que **Rune Kongshaug**, architecte chez **Produktif**, a conçu la Maison Productive dans le quartier Pointe-Saint-Charles. « Une maison, ça ne produit rien, ça consomme et ça coûte cher », déplore-t-il. La Maison Productive est l'inverse, c'est une maison qui redonne les moyens de production et l'autonomie à ses occupants. Elle comporte donc des jardins en pleine terre, un jardin vertical sur l'escalier de secours et une serre fonctionnelle toute l'année. Pour les faire fonctionner, les eaux de pluie et grises sont récupérées et réutilisées et les déchets végétaux sont compostés pour réalimenter les jardins (voir *FORMES*, vol. 6, n° 4).

Une autre motivation commune à la plupart des agriculteurs urbains est le développement de liens sociaux. On n'est jamais tout seul quand on cultive en ville. Le jardinier de banlieue donne son surplus de récolte à son voisin. Dans les jardins communautaires, même si chacun cultive pour soi, il y a des interactions, des échanges de récoltes, de graines, des partages d'outils et de connaissances. Le lien social est encore plus évident pour les jardins associés à des organismes de bienfaisance comme Lauberivière, Santropol Roulant et bien d'autres. « C'est une manière d'intégrer les nouveaux arrivants, de faciliter la réinsertion sociale », soutient Wen Rolland. À Saint-Jérôme, le jardin collectif dont il est le maître jardinier participe à un projet d'hortithérapie en collaboration avec les services sociaux. Son équipe de jardiniers est composée de personnes souffrant de maladie mentale. Pour elles, c'est un coup de pouce pour s'extirper d'une passivité assistée et la satisfaction de profiter des fruits de leurs récoltes. Jardiner en ville, c'est cultiver la solidarité.

L'agriculture urbaine participe aussi à la protection de l'environnement. Les aliments achetés à l'épicerie parcourent en moyenne 2 500 km, ce qui entraîne des dépenses énergétiques et matérielles liées à l'emballage, à la ré-

frigération, à l'entreposage et au transport. Le transport ne concerne pas seulement celui des marchandises, mais aussi celui du consommateur qui va à l'épicerie. « S'il faut faire plusieurs kilomètres pour accéder à l'alimentation, fait remarquer Josée Belleau, on prend la voiture. » Produire localement court-circuite de façon spectaculaire ces dépenses. Or, « il n'y a pas plus local que la cour arrière », rappelle Wen Rolland. Par ailleurs, l'espace minéralisé devenu potager transforme l'îlot de chaleur en îlot de fraîcheur, ce qui réduit encore la demande énergétique liée à la climatisation et améliore la qualité de l'air.

L'agriculture urbaine contribue aussi à la protection de l'environnement en imbibant sur place les eaux de pluie au lieu de les laisser gonfler les égouts pluviaux. La récupération des eaux de pluie pour irriguer le jardin et le compostage des déchets organiques permettent d'aller plus loin et de boucler le cycle.

Par-dessus tout, ces jardins qui verdissent la grisaille urbaine embellissent la ville et améliorent la qualité de vie.

Finalement, l'agriculture urbaine qui remplit des fonctions environnementales et sociales ressort comme une composante du développement durable. La Ville de Montréal l'a d'ailleurs incluse dans son *Plan stratégique de développement durable de la collectivité montréalaise*.

L'agriculture urbaine, une occasion de repenser l'espace

Cultiver en ville est un geste qui peut être posé à différentes échelles, individuellement chez soi, au sein d'un organisme, en tant qu'entrepreneur, promoteur ou propriétaire d'immeubles, architecte, urbaniste, paysagiste, élu municipal... L'agriculture urbaine invite à repenser l'espace urbain comme une occasion d'allier production alimentaire et esthétique.

Rien n'empêche d'intégrer dans un aménagement paysager quelques plantes comestibles. « Nous voulons dire aux gens qui ont une cour de gazon ou des platebandes de saupoudrer des végétaux comestibles tout en gardant l'aspect esthétique », aspire Marie Eisenmann. Dans la haie, les gadeliers peuvent remplacer les cèdres. Quelques laitues ou choux pourprés ne défigureront pas l'aménagement. Des bacs remplis de fines herbes suspendus aux balcons ou aux escaliers embelliront la façade en plus d'exhaler d'agréables senteurs.

L'architecte pourra explorer plus loin l'intégration de l'agriculture urbaine dès la conception d'un bâtiment. « Il faut penser le toit autrement que comme un espace perdu et y prévoir un accès, une arrivée d'eau, le couvrir d'un revêtement peu fragile », insiste Marie Eisenmann. Une idée partagée par Owen



Rose, architecte à l'atelier **Tautem** et président du **Centre d'écologie urbaine de Montréal**. Il considère le toit comme une pièce supplémentaire et même comme un chalet urbain, avec une petite cuisine et une belle vue. « Il faut amener la société à accepter le toit vert et cultiver autre chose que du gazon », espère Owen Rose. Mais dans un premier temps et pour les habitations, il préconise des solutions simples avec des systèmes de culture hors-sol et réserve les toits verts, plus coûteux, pour les institutions. Un balcon plus profond côté sud, des murs garnis de replats pour poser des bacs, des crochets pour exploiter la verticalité sont autant d'astuces qui inciteront les futurs occupants à installer quelques bacs ou plantes grimpantes. « Il faut s'assurer de la capacité portante des toits, des murs et des balcons, mais il n'y a pas besoin de systèmes technologiques », assure Owen Rose. Rune Kongshaug est évidemment allé plus loin dans la conception de la Maison Productive.

De leur côté, les institutions et les promoteurs peuvent participer à l'agriculture urbaine en donnant accès aux espaces minéralisés, sans oublier de donner accès à l'eau et d'offrir un espace d'entreposage. L'**Office municipal d'habitation de Québec** s'associera aux Urbainculteurs pour installer 1 200 bacs sur un toit. À travers toutes ces initiatives, des jardins sur le toit montrent également que la collaboration avec les institutions est possible et productive. Le milieu de la restauration peut donner l'exemple en aménageant une terrasse garnie d'aménagements comestibles ou de bacs de culture. « Si les fines herbes sont produites sur place, ça donne une valeur ajoutée au restaurant », illustre Owen Rose.



Le toit de la Maison de Lauberivière : 700 bacs remplis de poivrons, salades, tomates... qui iront aux cuisines de la maison d'accueil.
Photo: Urbainculteurs

Curieux contraste, des terres fertiles sont menacées de minéralisation alors que s'intensifient les efforts de végétalisation des surfaces minérales. La production maraîchère urbaine sera-t-elle ceinturée de gris?



»
Jardin collectif du CRAPAUD sur le toit-terrasse de l'École de design à l'UQAM.
Photo: CRÉ-Montréal

»
Jardin communautaire dans le complexe résidentiel des Habitations Jeanne-Mance.
Photo: CRÉ-Montréal

L'agriculture urbaine de demain

Les jardins collectifs se multiplient. Les jardins communautaires sont en stagnation, mais ce n'est pas par manque d'intérêt car la liste d'attente pour obtenir une parcelle est longue. « La génération des trente-cinq ans et moins se cherche une qualité de vie en ville. Elle a un intérêt pour l'agriculture urbaine, se préoccupe d'environnement, d'alimentation saine et de traçabilité des aliments », observe Josée Belleau. « Mais cet engouement n'est pas une nouveauté, tient à rappeler Owen Rose. C'est juste le retour à la normale. » La nouveauté réside plutôt dans les formes que prend et prendra l'agriculture urbaine dans les années à venir. Les toits, les balcons, les escaliers, les murs offrent de nouveaux horizons que les jardiniers commencent tout juste à investir.

L'agriculture urbaine prend de l'essor dans la plupart des grandes villes occidentales. Vancouver a établi un règlement pour élever des poules en ville. Toronto va de l'avant avec les toits verts. À New-York, où les toits sont rarement accessibles et où les balcons se font rares, ce sont les fenêtres que les citoyens transforment en jardinets.

Au sud de la frontière, l'agriculture urbaine a d'ailleurs franchi un pas supplémentaire. « À Chicago, New-York, Détroit ou Philadelphie, le centre-ville, c'est le désert alimentaire », commente Josée Belleau. Les friches urbaines situées dans des quartiers défavorisés n'intéressent pas les promoteurs et trouvent une vocation agricole qui n'est plus seulement communautaire. Des micro-fermiers exploitent des micro-fermes en serre ou sur des carrés d'asphalte pour vendre leurs récoltes. Au Québec, cette transition n'est pas encore faite, mais des projets comme la production en serre de l'arrondissement Saint-Laurent suggèrent que la réflexion est amorcée.

Si la tendance se maintient, les villes vont progressivement se ponctuer de carrés verts et les urbains vont redécouvrir la provenance des aliments. L'agriculture urbaine pourrait briser la perspective dichotomique qui sépare la ville et la campagne et créer un tissu conjonctif entre les deux. Mais parallèlement et paradoxalement, une épée de Damoclès reste suspendue au-dessus des terres agricoles urbaines et périurbaines. Curieux contraste, des terres fertiles sont menacées de minéralisation alors que s'intensifient les efforts de végétalisation des surfaces minérales. La production maraîchère urbaine sera-t-elle ceinturée de gris? ■

À l'échelle supérieure, la ville a plusieurs façons de participer. « Occuper les espaces, organiser le territoire pour qu'il y ait des endroits à cultiver, examiner les terrains qui pourraient être assignés au jardinage dans les parcs, ça devrait faire partie d'un plan d'urbanisme », estime Wen Rolland. C'est l'occasion de créer de nouveaux paysages urbains, de verdifier la ville en produisant des légumes, en plantant des arbres fruitiers, de développer des espaces de proximité et de qualité, de revitaliser les quartiers.

Pendant, les terrains dédiés à l'agriculture urbaine sont autant de revenus fonciers perdus. « C'est la question, préserver les jardins communautaires et les parcs pour maintenir la qualité de vie ou faire du développement immobilier pour recevoir des recettes fiscales? » convient Josée Belleau. Mais vendre le terrain d'un jardin communautaire à un promoteur, c'est plus que détruire un espace productif. « C'est aussi détruire une communauté, un espace social », regrette Owen Rose. Il faudrait alors compenser en restituant un espace ailleurs ou en encourageant le promoteur à mettre les espaces minéralisés à la disposition des jardiniers urbains.

Une ville peut aussi encourager l'agriculture urbaine en l'intégrant dans de nouveaux règlements. « Je mets la pression sur la Ville de Montréal pour que les nouveaux bâtiments aient tous un toit vert, ou un pourcentage de toits verts », espère Owen Rose en faisant remarquer que Toronto a adopté un tel règlement en janvier 2010.

Conclusion, l'agriculture urbaine est un jeu qui n'exclut personne.

